

NAPOLÉON CONTRE L'EUROPE

LE TITRE de cet essai historique ne doit pas égarer le lecteur. Il ne s'agit nullement d'une thèse pour laquelle des arguments devraient être cherchés après coup. Le titre choisi est la conclusion du travail effectué, ce qui ne veut point dire que Napoléon n'aurait rien fait *pour* l'Europe. Nous savons assez qu'il a voulu construire une Europe nouvelle, l'Europe française, *son* Europe, une Europe d'alliés, de clients et de satellites, une Europe soumise à l'hégémonie d'une seule nation. Nous savons surtout que, pour chacun des pays de notre vieux continent, il existe deux registres de l'histoire napoléonienne, donnant l'actif et le passif de l'aventure impériale. Le bilan provisoire varie selon que l'on met l'accent sur les services rendus ou sur les maux soufferts. En outre, les temps et les lieux permettent des conclusions partielles en sens contraire. Napoléon a étendu à l'Europe française les bienfaits du Code civil et de la simplification administrative. Ce n'est pas lui qui a rompu la paix d'Amiens ou fait bombarder Copenhague. Le blocus des côtes françaises précède le Blocus Continental. Celui qui ne considère que Milan met en valeur le succès de l'occupation française, alors que l'historien de Gènes constate le marasme économique du port ligurien. Les industries libérées de la concurrence anglaise doivent à Napoléon leur prospérité. Les routes terrestres sont favorisées de sa protection. Des cultures nouvelles se créent pour parer à l'absence des denrées coloniales. Les premières années de l'empire sont, par ailleurs, moins dures que les dernières, du moins en France et en Allemagne. En 1804, Napoléon incarne la liquidation de la Révolution et de l'Ancien Régime. Dix ans plus tard, la page est tournée, les promesses n'ont pas été tenues.



Une vue d'ensemble est ici nécessaire pour un jugement valable. S'il est impossible de passer en revue tous les Etats européens de 1804 à 1815, des considérations générales sont légitimes à condition qu'elles ne soient point unilatérales.

Encore qu'on ne puisse dissocier l'Empire du Consulat, c'est Napoléon qui nous intéresse surtout, et non Bonaparte. C'est l'Empire depuis 1806, depuis le Décret de Berlin qui donne au Système Continental sa forme classique, celle du contre-blocus, « principe fondamental de l'Empire ».

* *

L'équilibre européen avait été la grande trouvaille de la diplomatie moderne depuis le XVII^e siècle. Doctrine pour les uns, expédient pour les autres, l'équilibre européen peut être défini comme le système politique qui interdit aux grands Etats d'acquérir une prépondérance menaçante pour les Etats secondaires, et qui sanctionne cette interdiction par des coalitions mobiles. Sa seule raison d'être, son seul titre de gloire, c'est de garantir la paix au moyen d'une équivalence de forces entre les puissances capables de déchaîner les démons de la guerre. L'équilibre européen, c'est souvent la paix sauvée par la sagesse ou par la ruse des diplomates. C'est pourquoi, sans doute, il lui arrive de ressembler à une acrobatie, car l'équilibre politique est instable, maintenu par des conventions trop artificielles pour résister à tous les coups de force. Les combinaisons de la diplomatie ne font que figer, pour peu de temps en bien des cas, un équilibre de faiblesses.

Les conquérants s'y sont toujours laissé prendre. Louis XIV lui-même a cru diviser ses adversaires, il y a réussi longtemps, puis il a ligué l'Europe contre lui. Napoléon n'a pas agi autrement sur ce point. Avec le Système Continental, l'équilibre n'est plus possible. Il n'y a pas d'Europe sans l'Angleterre ! Il n'y a même pas d'unité continentale durable dans la crainte.

Après Trafalgar, Napoléon voulut échapper à l'encerclement et atteindre quand même l'Angleterre qui bloquait ses ports. Sur trois plans, il contre-attaqua. La riposte militaire fut Austerlitz, Iéna et Friedland, la victoire terrestre à défaut du triomphe maritime. La riposte politique voulut, par la Confédération du Rhin, constituer un bouclier à l'Europe

française et lui donner un allié oriental, la Russie. La riposte économique s'appela le Système Continental.

L'Empereur a été plus proche du succès qu'on ne l'a cru souvent. Quand le Blocus fut réellement appliqué, il obtint d'incontestables résultats, mais il ne le fut que de Tilsitt au soulèvement espagnol, puis de 1810 au désastre de Russie. En effet, il ne put être appliqué plus longtemps, il échoua enfin, parce qu'il portait en lui les germes de la défaite. Le Système Continental, nécessité pour la France, contraignit l'Europe à vivre en économie fermée : cette violente tension, — cette tension intolérable, — montre bien où était l'enjeu de la guerre et des coalitions. Le Système fut une suite logique des échecs maritimes et du blocus des ports français. A l'Empereur sans flotte, il ne reste plus qu'à « conquérir la mer par la puissance de la terre. » Napoléon lui-même reconnaît que « le Blocus continental n'est efficace que s'il est établi partout à la fois ». Or, l'étendue du Système nuisait à son bon fonctionnement, il négligeait les intérêts vitaux des nations et finit par entraîner l'Empereur, malgré lui, vers des aventures imprévues et fatales. « Peut-être à agir en Européen se fut-il heurté à des oppositions françaises irréductibles ? (1) » Tous les ports européens devaient être fermés aux navires anglais. La Hollande se dérobe. Napoléon l'envahit et place son frère Louis sur le trône. La neutralité même devient suspecte : la question du blocus provoque l'agression de l'Angleterre contre le Danemark et, en Italie, le renforcement de l'occupation française. Les guerres d'Espagne et de Portugal n'ont pas une origine différente. Entraîné par les événements qu'il a suscités, Napoléon en devient l'esclave et, bientôt dépassé par eux, il en sera la victime.

Les puissances maritimes, comme la Hollande, le Danemark, l'Espagne et l'Italie, sont les plus durement touchées. Le Système les étouffe sans les enrichir. Le régime nouveau leur est imposé par des décrets au nom d'un colbertisme exaspéré. Politiquement, Napoléon « a voulu s'entourer de vassaux, non d'alliés ; économiquement, il ne veut pas d'amis, mais des tributaires ». (2)

(1) DUNAN, *op. cit.*, p. 327.

(2) VIENNET, *op. cit.*, p. 157. — DUNAN, *op. cit.*, p. 327.

1810 est l'année cruciale du règne. Napoléon semble à l'apogée de sa gloire et de ses succès. Il fait trembler un empire de cent trente départements et tient en respect le reste du continent, sauf la lointaine Turquie. Le mariage autrichien le réconcilie avec le droit divin et le fait entrer dans la famille de Charles-Quint. Et cependant, sous cette pompe, l'Empire craque de toutes parts.

A cause du Système, Louis Bonaparte, jugé trop peu français par son frère, perd son trône. La Hollande est annexée ainsi que Brême, Hambourg et Lubeck. Napoléon occupe le Tessin et le Valais, mais il ne peut pacifier l'Espagne. Le cordon douanier est d'autant plus vulnérable qu'il est plus étendu. Le tsar Alexandre publie, le 31 décembre 1810, l'oukase permettant aux navires neutres l'entrée de ses ports et taxant les importations françaises. La rupture du Blocus et de l'Alliance était effective, irréparable.

Dans l'Empire même, la crise économique éclatait. La bourgeoisie industrielle, -Lyonnais exceptés, — se détacha de l'Empereur et favorisa la contrebande. A Bordeaux comme à Nantes ou au Havre, on attendait en silence « des temps meilleurs ou un maître plus doux » (1). Anvers, malgré tous les progrès de son équipement, ne fut guère plus qu'un port de batellerie doublé d'un lourd port de guerre.

Napoléon voulut punir la Russie et effrayer l'Autriche. Son but n'avait pas changé : vaincre l'Angleterre en lui prenant ses marchés. Mais la campagne de Russie sera le tombeau de la Grande Armée, la fin du Système Continental.

* * *

Il peut sembler paradoxal d'avancer que l'effondrement de l'Empire signifie le triomphe de l'Europe, et non pas seulement de l'Angleterre. Metternich ne s'y trompa point, ni Alexandre. Une Europe *européenne*, un équilibre européen étaient de nouveau possibles, malgré les rivalités des alliés vainqueurs. La Pologne en fut le prix, la Sainte-Alliance le couronnement, le Congrès de Vienne la conclusion.

Léon-E. HALKIN.

(1) VIENNET, *op. cit.*, p. 216.

